

# Fonds de soutien à la création et à la production pour le cinéma & l'audiovisuel – 2026

## DOCUMENTAIRE – MAGAZINE

	Animation	Documentaire	Fiction	Adaptation audiovisuelle de spectacle vivant	Magazine	Coproduction internationale (fiction et documentaire)	Fortes retombées économiques et sociales (fiction)
Court métrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production, volet général</li> <li>• Production, volet émergence régionale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production, volet général</li> <li>• Production, volet émergence régionale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production, volet général</li> <li>• Production, volet émergence régionale</li> </ul>				
Long métrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production</li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production</li> </ul>	Production
Série	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production</li> </ul>	Production	Production	Production		Production
Unitaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écriture</li> <li>• Développement</li> <li>• Production</li> </ul>	Production	Production			Production

# Priorités stratégiques en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

- Soutenir une création cinématographique et audiovisuelle diversifiée, innovante, ancrée dans le territoire et riche et plurielle, en soutenant la diversité des parcours, des regards et des formes d'expression.
- Faire filière régionale solide et durable.
- Renforcer les dynamiques culturelles et le lien entre les œuvres, les auteurs et autrices et les personnes sur l'ensemble du territoire.
- Conduire la transition écologique et sociétale du secteur cinématographique et audiovisuel en région.

## Enjeux & objectifs

Cette aide a pour objet d'accompagner la réalisation effective des œuvres, en soutenant les différentes étapes de préparation, tournage, fabrication ainsi que de postproduction et finalisation.

Elle s'adresse exclusivement aux sociétés de production porteuses de projets destinés à une diffusion publique dans des conditions professionnelles, conformément aux obligations réglementaires et contractuelles des diffuseurs.

## Bénéficiaires

Sont éligibles les sociétés commerciales dont l'activité principale relève des codes APE 5911A ou 5911C – «production cinématographique et audiovisuelle». Ces sociétés doivent remplir les conditions suivantes au moment du dépôt :

- Avoir leur siège social situé en France ou dans un État membre de l'Union européenne et ne pas être contrôlée au sens de l'article L.233-3 du Code du commerce par des capitaux extra-européens.
- Intervenir en tant que producteur ou coproducteur délégué.
- Être signataires des contrats de cession de droits d'auteur relatifs au projet.
- Être à jour de leurs obligations sociales et fiscales.

Les entreprises individuelles (en nom propre), y compris les auto-entrepreneurs, ne sont pas éligibles.

## Conditions d'éligibilité

Tous les formats de durée sont éligibles pour les projets unitaires. Pour les séries, la durée minimale cumulée par saison ne peut être inférieure à une heure.

Pour être éligible au dispositif, le projet devra justifier que au moins 50 % des dépenses de production (seuil plafond défini par le Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014) sont réalisées sur le territoire de Nouvelle-Aquitaine. Cette condition vise à garantir l'implantation territoriale du projet.

Le projet doit avoir un lien significatif avec la région en justifiant d'au moins deux des cinq critères suivants :

- Être déposé par une société de production ayant contractualisé avec un auteur domicilié fiscalement et résident en région Nouvelle-Aquitaine.
- Être déposé par une entreprise de production établie en région Nouvelle-Aquitaine<sup>1</sup>.
- Prévoir une fabrication significative sur le territoire régional.
- Faire appel de manière significative à des compétences régionales contractualisées allant de la préparation à l'achèvement de l'œuvre.
- Justifier d'un lien culturel fort avec la Nouvelle-Aquitaine : par son sujet, son histoire, les personnages ou les thématiques abordées trouvent un ancrage dans la région en explorant ses réalités sociales, économiques, culturelles, linguistiques ou historiques. Cela peut passer par des récits inspirés de faits réels, des enjeux contemporains propres au territoire ou une mise en valeur de paysages et lieux emblématiques sans équivalent. Il propose une approche qui dépasse la simple illustration ou le décor et s'inscrit dans une réflexion vivante sur le territoire, son évolution, ses langues, ses habitants et leurs trajectoires. Dans le cas où seul le critère d'ancrage régional est rempli, il est recommandé de contacter les services instructeurs, minimum 3 semaines avant le dépôt.

<sup>1</sup> Société établie en région Nouvelle-Aquitaine.

Est considérée comme établie en région Nouvelle-Aquitaine toute société de production cinématographique et audiovisuelle répondant à la définition communautaire de la PME, relevant du code APE 5911A ou 5911C, dont :

- Le siège social et le bureau d'activité principal sont situés en région Nouvelle-Aquitaine.
- Et disposant d'au moins un dirigeant exerçant l'activité de producteur ou d'un salarié permanent, dont l'adresse fiscale est localisée en Nouvelle-Aquitaine.

Dans le cas où l'entreprise ne dispose que d'un seul bureau, celui-ci doit impérativement être situé en Nouvelle-Aquitaine.

Le bureau d'activité principal est un lieu physique d'exercice des activités courantes de l'entreprise : gestion de projets, coordination d'équipes, production administrative. Il doit être situé en Nouvelle-Aquitaine et ne peut se limiter à un siège social domicilié dans une société de domiciliation ou boîte postale.

# Calendrier

## • Session de janvier

- Animation, court métrage de fiction, long métrage de fiction, fiction audiovisuelle, documentaire :

[Jusqu'au 12 janvier 2026](#)

## • Session d'avril

- Long métrage de fiction (conception et production) :

[Jusqu'au 30 mars 2026](#)

- Animation, court métrage de fiction, documentaire, fiction audiovisuelle :

[Jusqu'au 7 avril 2026](#)

## • Session de septembre

- Animation, court métrage de fiction, documentaire, long métrage de fiction :

[Jusqu'au 7 septembre 2026](#)

- Fiction Audiovisuelle :

[Jusqu'au 21 septembre 2026](#)

Calendrier des auditions publié à la date du dépôt.

[alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/cinema-audiovisuel/fonds-de-soutien-au-cinema-et-l-audiovisuel](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/cinema-audiovisuel/fonds-de-soutien-au-cinema-et-l-audiovisuel)

## Modalités d'instruction

- La constitution du dossier est dématérialisée et l'envoi se fait en ligne : [alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/cinema-audiovisuel/fonds-de-soutien-au-cinema-et-l-audiovisuel](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr/fr/cinema-audiovisuel/fonds-de-soutien-au-cinema-et-l-audiovisuel)
- Un comité d'experts, dont la composition est disponible sur le site Internet d'ALCA ([alca-nouvelle-aquitaine.fr/sites/default/files/alca/fichiers/liste\\_experts\\_se1\\_2026\\_0.pdf](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr/sites/default/files/alca/fichiers/liste_experts_se1_2026_0.pdf)) et de la Région Nouvelle-Aquitaine, présélectionne des projets en vue de recevoir les producteurs et réalisateurs en audition.
- À l'issue des auditions, un comité de validation et de chiffrage des partenaires de la convention de coopération régionale pour le cinéma et l'audiovisuel se réunit pour établir des propositions chiffrées. Les aides sont ensuite soumises à la décision et au vote de la Commission Permanente du Conseil régional.
- Une convention d'attribution est envoyée au bénéficiaire.
- L'aide lui est versée en une ou plusieurs fois en fonction de son montant.

## Montant attribuable

- Région Nouvelle-Aquitaine :

	Plafond
Documentaire – Adaptation audiovisuelle de spectacle vivant – Unitaire	20 000 €

- Attribution des aides départementales et de Bordeaux Métropole :

[alca-nouvelle-aquitaine.fr/sites/default/files/alca/fichiers/attribution\\_des\\_aides\\_departementales\\_-\\_bordeaux\\_metropole\\_0.pdf](http://alca-nouvelle-aquitaine.fr/sites/default/files/alca/fichiers/attribution_des_aides_departementales_-_bordeaux_metropole_0.pdf)

À l'issue des auditions, un comité de validation et de chiffrage des partenaires de la convention de coopération régionale pour le cinéma et l'audiovisuel se réunit pour établir des propositions chiffrées. Les aides sont ensuite soumises à la décision et au vote de la Commission Permanente du Conseil régional.

En cas de soutien, une convention relative à l'aide régionale est envoyée au bénéficiaire par les services de la Région Nouvelle-Aquitaine après le vote des élus.

La subvention si elle est attribuée est versée selon les modalités suivantes :

- 70 % du montant de l'aide à la signature de la convention de subvention.
- 30 % du montant de l'aide à l'achèvement du projet et sur demande du solde avec présentation des pièces justificatives.

## Engagements du bénéficiaire

L'attribution de l'aide est conditionnée à l'engagement du bénéficiaire à effectuer des dépenses représentant au minimum 100 % du montant de l'aide accordée.

Cet engagement fera l'objet d'un contrôle a posteriori et pourra entraîner des demandes de remboursement en cas de non-respect. Toutes les obligations du bénéficiaire seront formalisées dans les documents contractuels.

## Éco-socio- conditionnalités

Chaque bénéficiaire d'une aide régionale, quel que soit son montant, doit signer la « Charte d'engagements du bénéficiaire d'une aide régionale envers la Région Nouvelle-Aquitaine – Culture Patrimoine », et s'engage à en respecter les principes (cf. délibération 2024.267.SP du 11 mars 2024 – charte disponible sur le site [www.nouvelle-aquitaine.fr](http://www.nouvelle-aquitaine.fr)).

# Dossier de demande d'aide (1/3)

## Pièces demandées (1/3)

### Bloc administratif

1. Fiche d'inscription et d'engagement complétée, cachetée et signée par le représentant légal.
2. K-BIS de moins de trois mois.
3. Relevé d'identité bancaire de moins de 2 mois dont l'adresse doit impérativement correspondre à celle du K-BIS.
4. Attestation de régularité fiscale fournie par les services des finances publiques de moins de trois mois.
5. Attestation de régularité sociale fournie par l'URSSAF de moins de trois mois.
6. Dans le cas d'une demande à l'écriture formulée par un (co)auteur résidant en Région Nouvelle-Aquitaine :
  - Justificatif fiscal de résidence en Région Nouvelle-Aquitaine (avis d'impôt sur les revenus pouvant contenir des chiffres masqués).
  - Et :
    - Soit un justificatif de domicile récent (facture de moins de 3 mois d'électricité, gaz, eau, téléphone fixe, mobile, quittance de loyer ou bail de location ou attestation d'assurance logement de l'année en cours).
    - Soit si la personne est hébergée chez un tiers : attestation d'hébergement signée par l'hébergeant + copie de la pièce d'identité de l'hébergeant + justificatif de domicile au nom de l'hébergeant (facture, bail, etc.).
    - Soit autres cas particuliers : attestation d'élection de domicile délivrée par un CCAS ou une association agréée, pour les personnes sans domicile stable ; relevé de la CAF mentionnant une aide au logement ; certificat de scolarité ou attestation de l'employeur précisant l'adresse.
  - Et/ou pour un salarié permanent, dont l'adresse fiscale est localisée en Nouvelle-Aquitaine :
    - Synthèse issue de la DSN (Déclaration Sociale Nominative) à télécharger sur le site de l'Urssaf.
    - Une attestation sur l'honneur de l'entreprise confirmant le nombre de CDI en Nouvelle-Aquitaine et l'intitulé des postes.
7. Charte d'engagements du bénéficiaire d'une aide régionale envers la Région Nouvelle-Aquitaine signée.

### Bloc économique

1. Devis prévisionnel des dépenses d'écriture établi en € et en TTC.
2. Plan de financement prévisionnel de l'écriture précisant pour chaque financement le statut (A : Acquis ; D : Demandé) dont le montant total doit être égal au devis prévisionnel.
3. Contrat(s) de cession de droits avec les ayants droit éventuels (dans le cas notamment de l'adaptation d'une œuvre littéraire préexistante).

## Dossier de demande d'aide (2/3)

### Pièces demandées (2/3)

#### Bloc artistique

1. Synopsis développé ou conducteur ou séquencier.
2. Note d'intention de l'auteur/du co-auteur précisant les axes d'écriture.
3. CV de l'auteur et, le cas échéant, du co-auteur.
4. Lien(s) de visionnage des réalisations précédentes utilisables jusqu'à 6 mois après le dépôt (le cas échéant).

Ces éléments doivent être fournis en langue française. Tout élément complémentaire permettant d'éclairer le comité d'expert est recevable.



# Dossier de demande d'aide (3/3)

## Pièces demandées (3/3)

### Versement – acompte de l'aide

Les documents suivants, datés et signés par le bénéficiaire ou son représentant (indiquer nom, prénom, qualité du signataire et cachet de la structure)

- Déclaration sur l'honneur du producteur selon laquelle la mise en production du magazine TV d'intérêt culturel a bien commencé, précisant les dates et lieux de tournage envisagés.
- Attestation sur l'honneur selon laquelle la société est à jour de ses obligations fiscales et sociales.
- Relevé d'identité bancaire de moins de 2 mois au nom du bénéficiaire.

### Versement – solde de l'aide

Lien numérique téléchargeable de l'œuvre réalisée avec génériques de début et de fin.

Les documents suivants, datés et signés par le bénéficiaire ou son représentant (indiquer nom, prénom, qualité du signataire et cachet de la structure)

- Bible de fin de tournage (au minimum : plan de travail définitif avec dates et lieux de tournage), liste technique avec renforts et adresses, liste artistique (le cas échéant) avec adresses, liste des décors avec adresses, liste des fournisseurs et prestataires techniques avec adresses.
- Plan de financement définitif de l'œuvre.
- Coût définitif de l'œuvre présenté poste par poste faisant apparaître les dépenses en région.
- Attestation sur l'honneur selon laquelle la société est à jour de ses obligations fiscales et sociales.
- Autorisation définitive délivrée par le CNC et/ou de la lettre d'acceptation du PAD remis par la ou les chaînes françaises éligibles au Cosip (avec mention du titre et de la durée de l'œuvre).
- Fiche des retombées économiques et sociales cinéma et audiovisuel en Nouvelle-Aquitaine (jointe au mail d'envoi de la convention signée).
- Attestation de dépôt du film auprès de la Cinémathèque de Nouvelle-Aquitaine.
- Relevé d'identité bancaire de moins de 2 mois au nom du bénéficiaire.

## Chronologie des aides (rappel)

Dans le cas où un bénéficiaire dépose, à différentes étapes du projet, plusieurs demandes d'aide pour un même projet, celles-ci doivent respecter l'ordre chronologique suivant :

Écriture → Développement → Production.

Toute demande ne respectant pas cette séquence sera jugée inéligible.

Toute aide précédemment attribuée doit avoir fait l'objet d'une demande de solde avant le vote d'une nouvelle aide pour le même projet.

Chaque étape correspondant à des phases de travail et à des dépenses distinctes, les aides sont cumulables entre elles, dans la limite du respect de cet ordre de dépôt.

## Personnes à contacter

• **Guillaume Menesplier**

*Chargé de mission Fonds de soutien Documentaire*

05 33 89 43 03

[guillaume.menesplier@alca-nouvelle-aquitaine.fr](mailto:guillaume.menesplier@alca-nouvelle-aquitaine.fr)

• **Eve-Anne Barré**

*Assistante de coordination Fonds de soutien*

05 47 50 10 23

[eve-anne.barre@alca-nouvelle-aquitaine.fr](mailto:eve-anne.barre@alca-nouvelle-aquitaine.fr)